



Transat A.T. inc.

3

Rapport trimestriel

Période terminée
le 31 juillet 2006

Voyagistes expéditifs

Kilomètre Voyages

Nolitours

Rêvatours

Vacances Transat

Air Consultants Europe

Bennett Voyages

Brok' Air

Canadian Affair

Look Voyages

Vacances Transat (France)

Agences de voyages et distribution

Club Voyages

exinow.ca

TravelPlus

Trip Central

Voyages en Liberté

Club Voyages (France)

Transport aérien

Air Transat

Handlex

Voyagistes réceptifs et services à destination

Cameleon

Jonview Canada

Trafic Tours

Transat Holidays USA

Turissimo

Tourgreece

Amérique du Nord

Europe



Siège social

Transat A.T. inc.
Place du Parc
300, rue Léo-Pariseau, bureau 600
Montréal (Québec) H2X 4C2
Téléphone : 514.987.1660
Télécopieur : 514.987.8035
www.transat.com
info@transat.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Compagnie Trust CIBC Mellon

Cote officielle

Les actions cotées de la société
sont inscrites à la Bourse de
Toronto sous les symboles
TRZ.A et TRZ.B

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion passe en revue l'exploitation, la performance et la situation financière de Transat A.T. inc. pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2006, par rapport au trimestre et à la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2005. Il devrait être lu de concert avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés du troisième trimestre des exercices 2006 et 2005, les notes y afférentes et le rapport annuel de 2005, y compris le rapport de gestion et la section sur les risques et incertitudes. L'objet du présent document est de présenter une mise à jour, à la suite du troisième trimestre, de l'information présentée dans le rapport de gestion de notre rapport annuel de 2005 et le rapport de gestion du second trimestre. Les risques et incertitudes énoncés dans notre rapport annuel de 2005 sont intégrés aux présentes par renvoi et demeurent en substance inchangés. On peut obtenir davantage d'informations à notre sujet, y compris notre Notice annuelle pour l'exercice complété le 31 octobre 2005, par l'entremise de notre site Internet (www.transat.com) ou sur SEDAR (www.sedar.com).

Nos états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Dans ce rapport de gestion, nous présenterons parfois des mesures financières non conformes aux PCGR. Ces mesures n'ont pas de sens prescrit par les PCGR, et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Elles ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire et ne devraient pas remplacer d'autres mesures de rendement préparées en vertu des PCGR. Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens, à moins d'indication contraire., Les expressions «Transat», «nous», «notre» ou la «société», sauf indication contraire, désignent Transat A.T. inc. et ses filiales.

Ce rapport de gestion contient également certaines déclarations prospectives à l'égard de la société. En soi, ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement de ceux envisagés dans ces déclarations prospectives. Nous considérons que les hypothèses sur lesquelles s'appuient ces déclarations prospectives sont raisonnables, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses à l'égard d'événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et à des incertitudes propres à nos activités. L'information présentée dans ce rapport de gestion est datée du 6 septembre 2006. La société n'a pas l'intention et estime qu'elle n'a pas l'obligation de mettre à jour ou de réviser toute déclaration prospective, y compris sur la base d'informations nouvelles, d'événements futurs ou autres, sauf lorsque requis par la loi.

Faits saillants financiers

Pour les trimestres et périodes de neuf mois terminés le 31 juillet
[en milliers de dollars]

	2006	Trois (3) mois			2006	Neuf (9) mois		
	\$	2005	Écart	Écart	\$	2005	Écart	Écart
		\$	\$	%		\$	\$	%
États consolidés des résultats								
Revenus	611 107	552 897	58 210	10,5	1 984 252	1 870 581	113 671	6,1
Marge ¹	15 606	17 214	(1 608)	(9,3)	98 123	97 251	872	0,9
Bénéfice net	4 205	794	3 411	429,6	52 218	37 394	14 824	39,6
BPA – De base	0,12	0,02	0,10	500,0	1,48	0,97	0,51	52,6
BPA – Dilué	0,12	0,02	0,10	500,0	1,45	0,90	0,55	61,1
États consolidés des flux de trésorerie								
Activités d'exploitation	60 412	49 569	10 843	21,9	141 531	81 331	60 200	74,0
		Au 31 juillet 2006	Au 31 octobre 2005		Écart	Écart		
		\$	\$		\$	%		
Bilans consolidés								
Espèces et quasi-espèces	252 167	293 495	(41 328)	(14,1)				
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées	202 073	182 268	19 805	10,9				
	454 240	475 763	(21 523)	(4,5)				
Actif total	970 897	949 537	21 360	2,2				
Dette (à court terme et à long terme)	88 393	106 769	(18 376)	(17,2)				
Dette totale ¹	376 660	463 382	(86 722)	(18,7)				
Dette nette ¹	124 493	169 887	(45 394)	(26,7)				

¹ MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Les expressions «marge», «dette totale» et «dette nette» n'ont pas de sens prescrit par les PCGR du Canada et il est donc peu probable qu'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Ces expressions sont présentées de manière uniforme d'un exercice à l'autre, car la direction les utilise pour mesurer le rendement financier de la société.

La marge est utilisée par la direction comme indicateur pour évaluer la performance opérationnelle continue et la performance opérationnelle récurrente. La marge est représentée par les revenus moins les dépenses d'exploitation dans les états consolidés des résultats non vérifiés.

La dette totale est utilisée par la direction pour déterminer les besoins futurs de liquidités de la société. Elle est représentée par la combinaison de la dette au bilan (dette à long terme et débetures) et des ententes hors bilan présentées à la page 11.

La dette nette est utilisée par la direction pour évaluer sa situation de trésorerie. Elle est représentée par la dette totale (comme déjà mentionné) moins les espèces et les quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées.

APERÇU

Transat compte parmi les plus grands voyagistes entièrement intégrés de calibre international au monde. Nous exerçons nos activités uniquement dans le secteur des voyages vacances, et dans deux secteurs géographiques, plus précisément l'Amérique du Nord et l'Europe. L'activité principale de Transat consiste en des forfaits voyages vacances et une combinaison de vols réguliers et de vols nolisés. Nous agissons à la fois comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif en regroupant des produits et services achetés au Canada et à l'étranger pour les revendre au Canada, en France et ailleurs, principalement par l'intermédiaire d'agences de voyages, dont certaines nous appartiennent. Nous exploitons la société aérienne chef de file des vols nolisés internationaux au Canada. Nous offrons aussi des vols réguliers entre le Canada et plusieurs pays. Nous offrons également des services à destination et des services de gestion hôtelière.

Le marché du tourisme international ne cesse de croître, et la vision de Transat est de maximiser la valeur pour les actionnaires en pénétrant de nouveaux marchés, en accroissant sa part de marché et en maximisant les bénéfices de l'intégration verticale. Nous sommes un leader sur le marché canadien, où nous exerçons nos activités comme voyagiste expéditif et voyagiste réceptif, en plus d'être la plus importante société de vols nolisés internationaux du pays et d'être le chef de file de la distribution au détail au Canada dans le domaine du voyage vacances, avec environ 430 points de vente. Nous sommes solidement implantés en Europe comme voyagiste expéditif intégré verticalement. Nous avons bien ancré nos marques et nous offrons une vaste gamme de destinations internationales à partir du Canada et de l'Europe. Au fil du temps, nous voulons élargir nos activités dans d'autres pays où nous croyons qu'il existe un fort potentiel de croissance pour un voyagiste intégré, spécialisé dans les voyages vacances, notamment aux États-Unis, au Royaume-Uni et dans d'autres pays d'Europe.

À la fin de l'exercice terminé le 31 octobre 2005, nous avons finalisé la préparation d'un plan stratégique triennal axé sur la croissance et sur la rentabilité. Nous misons sur l'augmentation du tourisme international pour accélérer notre développement en Amérique du Nord et en Europe. Pour ce faire, nous procéderons à de nouvelles acquisitions, tout en poursuivant notre croissance interne à un rythme dynamique.

Nos principaux axes stratégiques sont les suivants :

- Renforcer notre présence en Ontario en ajoutant de nouvelles destinations et en étendant notre réseau de distribution.
- Accroître notre part de marché et poursuivre notre intégration verticale en France et au Royaume-Uni et poursuivre nos efforts pour nous étendre dans d'autres pays européens en tant que voyagiste.
- Investir de nouveaux marchés dont les États-Unis et l'Amérique latine.
- Accélérer le développement des services à destination et prendre en charge une partie de nos besoins en hébergement.
- Poursuivre nos efforts et de nos investissements en technologie et en formation.

Transat prévoit que la réalisation de ce plan stratégique pourrait requérir jusqu'à 300 millions de dollars sur trois ans, investissement qui sera financé à même les liquidités existantes, les flux de trésorerie futurs et des sources externes au besoin.

Voici nos objectifs pour l'exercice 2006 :

- Accroître la compétitivité de Transat sur les marchés canadien et européen.
- Pousser l'intégration verticale à destination.
- Augmenter notre envergure en pénétrant de nouveaux marchés.
- Planifier et commencer l'implantation de la nouvelle génération des systèmes d'information.
- Poursuivre le développement de notre «nouvelle» base en France.
- Créer un environnement qui permet l'acquisition, le développement et le partage en continu des compétences.

Les principaux inducteurs de performance suivants sont essentiels au succès de la mise en œuvre de notre stratégie et à la réalisation des objectifs que nous nous sommes fixés :

- Part de marché
- Croissance des revenus
- Marge

Notre capacité de réaliser les objectifs que nous nous sommes fixés dépend de nos ressources financières et non financières, qui ont toutes contribué par le passé au succès de nos stratégies et à l'atteinte de nos objectifs. Nos ressources financières comprennent nos espèces et quasi-espèces non détenues en fiducie ou autrement réservées. Nos ressources non financières comprennent notre marque, notre structure, nos ressources humaines et nos relations avec nos fournisseurs.

Nos activités, nos stratégies et nos objectifs, de même que les inducteurs de performance et les ressources requises pour exécuter les stratégies et atteindre les objectifs sont décrits en détails dans notre rapport annuel de 2005.

ACQUISITIONS

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3,1 millions d'euros (4,3 millions de dollars). Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de six agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 1,0 million de dollars. Un montant de 0,3 million de dollars a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 0,7 million de dollars est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Le 1^{er} mai 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited (TCT), situé au Canada, pour une contrepartie au comptant de 7,4 millions de dollars. TCT exploite un réseau de 66 agences détenues en propre et 142 agences franchisées, exploitées sous les bannières Thomas Cook et Marlin Travel. TCT exploite également 22 bureaux de change. Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition.

La direction effectue actuellement des analyses et des changements seront apportés à la répartition de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Entre autre, l'évaluation de la juste valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et à durée de vie définie n'ayant pas été complétée lors de la répartition, aucune valeur n'a encore été attribuée aux actifs incorporels. Enfin, la société n'a pas complété l'évaluation des coûts éventuels reliés à la restructuration et à l'intégration de TCT pouvant donner lieu à la constatation d'un passif dans la répartition du prix d'achat. Une provision pour les coûts de restructuration s'élevant à 3,3 millions de dollars a été comptabilisée dans la répartition préliminaire du prix d'achat. La provision inclut des indemnités de cessation d'emploi, des coûts de restructuration et des coûts d'intégration.

Par suite de ces opérations, l'écart d'acquisition au bilan a augmenté de 13,9 millions de dollars.

ACTIVITÉS CONSOLIDÉES

Revenus

Pour les périodes terminées le 31 juillet
[en milliers de dollars]

	Trois (3) mois				Neuf (9) mois			
	2006	2005	Écart	Écart	2006	2005	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Revenus	611 107	552 897	58 210	10,5	1 984 252	1 870 581	113 671	6,1

Nous tirons nos revenus des voyageurs expéditifs, du transport aérien, des agences de voyages et de la distribution, des voyageurs réceptifs et des services offerts à destination.

Par rapport à l'exercice 2005, nos revenus ont augmenté en 2006 de 58,2 millions de dollars pour le trimestre et de 113,7 millions de dollars pour la période de neuf mois.

Ces augmentations sont attribuables à un accroissement de l'activité commerciale, dont l'effet a cependant été freiné en partie par la vigueur du dollar par rapport à l'euro, aux surcharges de carburant et aux acquisitions faites depuis 2005. En somme, nous avons enregistré une augmentation du nombre de voyageurs (les voyageurs comptabilisent les voyageurs en aller-retour), excluant les passagers acheteurs de vols secs de Look Voyages, de 6,8 % pendant le trimestre, et de 7,2 % pendant les neuf premiers mois, par rapport à l'exercice précédent.

Dépenses d'exploitation

Pour les périodes terminées le 31 juillet
[en milliers de dollars]

	Trois (3) mois				Neuf (9) mois			
	2006	2005	Écart	Écart	2006	2005	Écart	Écart
	\$	\$	\$	%	\$	\$	\$	%
Coûts directs	290 853	261 606	29 247	11,2	1 019 555	960 368	59 187	6,2
Salaires et avantages sociaux	75 037	61 980	13 057	21,1	209 152	179 089	30 063	16,8
Carburant d'aéronefs	69 450	58 020	11 430	19,7	171 924	137 790	34 134	24,8
Commissions	35 392	36 526	(1 134)	(3,1)	141 543	160 512	(18 969)	(11,8)
Entretien d'aéronefs	22 521	23 922	(1 401)	(5,9)	64 894	71 064	(6 170)	(8,7)
Frais d'aéroports et de navigation	21 280	19 287	1 993	10,3	49 939	47 786	2 153	4,5
Loyer d'aéronefs	12 127	13 582	(1 455)	(10,7)	36 573	40 251	(3 678)	(9,1)
Autres	68 841	60 760	8 081	13,3	192 549	176 470	16 079	9,1
	595 501	535 683	59 818	11,2	1 886 129	1 773 330	112 799	6,4

Nos dépenses d'exploitation englobent principalement les coûts directs, les salaires et avantages sociaux, le carburant d'aéronefs, les commissions, l'entretien d'aéronefs, les frais d'aéroports et de navigation et les loyers d'aéronefs.

Dépenses d'exploitation (suite)

Nos dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 59,8 millions de dollars pour le trimestre et de 112,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois en 2006, par rapport à 2005.

Les coûts directs ont augmenté de 11,2 % pour le trimestre et de 6,2 % pour les neuf premiers mois, par rapport à 2005. En proportion des revenus, les coûts directs ont légèrement augmenté pour le trimestre et pour les neuf premiers mois. L'augmentation en dollars est principalement attribuable à l'intensification de l'activité commerciale, et à l'augmentations des prix des billets d'avions et des prix des chambres d'hôtels.

Les salaires et avantages sociaux ont augmenté de 21,1 % pour le trimestre et de 16,8 % pour les neuf premiers mois. Ces augmentations découlent principalement de l'intensification des activités commerciales et des acquisitions effectuées depuis l'exercice 2005.

La dépense de carburant d'aéronefs a augmenté de 19,7 % pour le trimestre et de 24,8 % pour les neuf premiers mois, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice 2005. Ces augmentations découlent principalement de la hausse des prix du carburant.

Malgré l'intensification de l'activité commerciale, les dépenses de commissions ont diminué de 3,1 % pour le trimestre et de 11,8 % pour les neuf premiers mois. Ces diminutions sont principalement attribuables à la baisse des taux de commission de notre voyageur Nolitours à la suite de notre revue de politique de prix et de l'approche de distribution, combinée à la vigueur du dollar par rapport à l'euro pour les activités européennes.

Les diminutions des frais d'entretien d'aéronefs de 5,9 % pour le trimestre et de 8,6 % pour les neuf premiers mois découlent principalement de l'appréciation du dollar par rapport à la devise américaine.

Les frais d'aéroports et de navigation ont augmenté de 10,3 % pendant le trimestre et de 4,5 % pendant les neuf premiers mois. Ces augmentations sont principalement attribuable à l'intensité de l'activité commerciale, compensées par l'appréciation du dollar par rapport au dollar américain.

La diminution des loyers d'aéronefs, de 10,7 % pour le trimestre et de 9,1 % pour les neuf premiers mois, est attribuable à la vigueur du dollar par rapport au dollar américain.

Les augmentations pour le trimestre et les premiers neuf mois des autres frais découlent principalement de la hausse de nos frais de marketing afin de promouvoir nos marques, et plus précisément Nolitours, et de la hausse de nos frais de service au sol et de dépenses d'équipage.

Marges

Compte tenu de ce qui précède, nos marges ont diminué, passant de 3,1 % en 2005 à 2,6 % en 2006 pour le trimestre; et de 5,2 % en 2005 à 4,9 % en 2006 pour les neuf premiers mois.

Secteurs géographiques

Amérique du Nord

Pour les périodes terminées le 31 juillet

[en milliers de dollars]

	Trois (3) mois				Neuf (9) mois			
	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %	2006 \$	2005 \$	Écart \$	Écart %
Revenus	446 720	411 640	35 080	8,5	1 625 252	1 523 564	101 688	6,7
Dépenses d'exploitation	436 668	398 020	38 648	9,7	1 530 010	1 424 053	105 957	7,4
Marge	10 052	13 620	(3 568)	(26,2)	95 242	99 511	(4 269)	(4,3)

En Amérique du Nord, l'augmentation des revenus pour le trimestre et pour les neuf premiers mois est principalement attribuable à des hausses respectives de 3,9 % et de 4,8 % du nombre de voyageurs et aux surcharges de carburant. Tant pour le trimestre que pour les premiers neuf mois, nous avons enregistré une hausse du nombre de voyageurs à destination de l'Europe et des destinations soleils et une diminution du nombre de voyageurs à destination de la Floride.

Secteurs géographiques (suite)

Les pressions sur les prix combinées à l'augmentation du prix du carburant et à l'augmentation de la dépense de salaires et avantages sociaux ont eu un impact défavorable sur les marges, qui a cependant été atténué, pour les neuf premiers mois, par la diminution des frais de commissions. Les marges sont passées de 3,3 % en 2005 à 2,3 % en 2006 pour le trimestre, et de 6,5 % en 2005 à 5,9 % en 2006 pour les neuf premiers mois.

Europe								
Pour les périodes terminées le 31 juillet								
[en milliers de dollars]								
	2006	Trois (3) mois			2006	Neuf (9) mois		
	\$	2005	Écart	Écart	\$	2005	Écart	Écart
		\$	\$	%		\$	\$	%
Revenus	164 387	141 257	23 130	16,4	359 000	347 017	11 983	3,5
Dépenses d'exploitation	158 833	137 663	21 170	15,4	356 119	349 277	6 842	2,0
Marge	5 554	3 594	1 960	54,5	2 881	(2 260)	5 141	227,5

En Europe, l'augmentation des revenus pour le trimestre et pour les neuf premiers mois est principalement attribuable à des hausses respectives de 19,1 % et de 22,8 % du nombre de voyageurs, excluant les passagers acheteurs de vols secs. Tant pour le trimestre que pour les premiers neuf mois, nous avons enregistré des hausses importantes, principalement chez Look Voyages, du nombre de voyageurs à destination de l'Afrique du Nord et de l'Europe du sud. La vigueur du dollar par rapport à l'euro a cependant contribué à freiner la hausse des revenus et des dépenses tout au long des premiers neuf mois.

Les efforts investis au cours des dernières années chez Look Voyages combinés à une meilleure gestion des prix de vente et des coûts directs ont eu un impact favorable sur les marges. Les marges sont passées de 2,5 % en 2005 à 3,4 % en 2006 pour le trimestre, et d'une marge négative de 0,7 % en 2005 à une marge positive de 0,8 % en 2006 pour les neuf premiers mois, malgré la vigueur du dollar par rapport à l'euro.

Amortissement

L'amortissement est calculé sur les immobilisations corporelles et les autres actifs, ces derniers constitués principalement de frais de mise en exploitation.

L'amortissement a augmenté de 0,4 million de dollars (3,8 %), passant de 9,3 millions à 9,7 millions de dollars pour le trimestre. Pour les neuf premiers mois, l'amortissement a augmenté de 0,5 million de dollars (1,8 %), passant de 27,8 millions de dollars en 2005 à 28,3 millions de dollars en 2006.

Intérêts sur la dette à long terme

Les intérêts sur la dette à long terme et les débetures sont demeurés stables pour le trimestre. Pour les neuf premiers mois, les intérêts ont diminué de 3,7 millions de dollars. Cette diminution s'explique principalement par les économies d'intérêts résultant du rachat le 1^{er} novembre 2005 d'une débeture au montant de 10,0 millions de dollars et par le rachat par anticipation le 10 janvier 2005 de débetures au montant de 21,9 millions de dollars. Ce dernier rachat avait entraîné lors du semestre terminé le 30 avril 2005, en plus de la charge d'intérêt, une charge non monétaire de 1,7 million de dollars attribuable à la différence entre la valeur nominale de l'obligation et sa valeur comptable à ce moment et une pénalité d'intérêt de 0,8 million de dollars.

Autres intérêts et frais financiers

Les autres intérêts et frais financiers ont légèrement diminué pour le trimestre passant de 0,6 million en 2005 à 0,5 million de dollars en 2006, alors que pour les neuf premiers mois ils sont passés de 1,4 million de dollars en 2005 à 1,3 million de dollars en 2006.

Revenus d'intérêts

Les revenus d'intérêts ont augmenté de 1,4 million de dollars pour s'établir à 4,5 millions de dollars pour le trimestre. Pour les neuf premiers mois, ils se sont élevés à 11,4 millions de dollars, soit une hausse de 1,7 million de dollars comparativement à la même période en 2005. Ces augmentations résultent de taux de rendement plus élevés comparativement à ceux de 2005.

Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme

La perte de change encourue pour le trimestre est principalement attribuable à l'effet défavorable des taux de change sur la dette affichée au bilan. Pour les neuf premiers mois, l'effet des taux de change a été favorable et a résulté en un gain de change.

Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites

Notre quote-part du bénéfice net des sociétés satellites est demeurée relativement stable au cours du trimestre et au cours des neuf premiers mois comparativement à 2005.

Impôts sur les bénéfices

Notre provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 2,9 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006, par rapport à 9,4 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 37,5 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2006 et de 86,2 % pour le trimestre terminé le 31 juillet 2005. Le taux élevé du trimestre de 2005 résulte principalement de la radiation des soldes d'actifs d'impôts futurs relatifs aux pertes fiscales de nos activités françaises qui s'élevaient à 5,6 millions de dollars.

Pour la période de neuf premiers mois terminée le 31 juillet 2006, notre provision pour impôts sur les bénéfices a atteint 26,0 millions de dollars, par rapport à 31,1 millions pour la période correspondante de l'exercice précédent. Compte non tenu de la quote-part du bénéfice net des sociétés satellites, le taux d'imposition réel a été de 33,2 % pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006 et de 45,3 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Bénéfice net

En conséquence des éléments présentés à la section *Activités consolidées*, nous affichons pour le troisième trimestre un bénéfice net de 4,2 millions de dollars, soit 0,12 \$ par action, par rapport à un bénéfice net de 0,8 million de dollars, soit 0,02 \$ par action lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les nombres moyens pondérés d'actions ordinaires en circulation utilisés pour calculer les montants par action sont 33 820 000 pour le troisième trimestre 2006 et 40 648 000 pour le troisième trimestre 2005.

Pour les premiers neuf mois, nous affichons un bénéfice net de 52,2 millions de dollars, soit 1,48 \$ par action en 2006, par rapport à un bénéfice net de 37,4 millions de dollars, soit 0,97 \$ par action en 2005. Les nombres moyens pondérés d'actions ordinaires en circulation utilisés pour calculer les montants par action sont 35 261 000 en 2006 et 36 983 000 en 2005.

Sur une base diluée, le bénéfice par action s'élève à 0,12 \$ pour le troisième trimestre de 2006, par rapport à 0,02 \$ en 2005; et à 1,45 \$ pour les premiers neuf mois 2006, par rapport à 0,90 \$ en 2005. Les nombres ajustés moyens pondérés utilisés pour calculer ces montants sont 34 526 000 (troisième trimestre 2006), 41 510 000 (troisième trimestre 2005), 36 043 000 (neuf premiers mois 2006) et 41 759 000 (neuf premiers mois 2005). Voir la note 3 des États financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Flux de trésorerie

	Pour les périodes terminées le 31 juillet [en milliers de dollars]					
	Trois (3) mois			Neuf (9) mois		
	2006	2005	Écart	2006	2005	Écart
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	60 412	49 569	10 843	141 531	81 331	60 200
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(72 343)	(6 361)	(65 982)	(42 072)	3 215	(45 287)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 176)	(5 238)	1 062	(140 787)	(29 105)	(111 682)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(16 107)	37 970	(54 077)	(41 328)	55 441	(96 769)

Au 31 juillet 2006, la société disposait d'espèces et de quasi-espèces totalisant 252,2 millions de dollars, par rapport à 293,5 millions de dollars au 31 octobre 2005. Notre bilan témoigne d'un fonds de roulement de 126,8 millions de dollars, soit un ratio de 1,2, par rapport à un fonds de roulement de 225,8 millions et un ratio de 1,6 au 31 octobre 2005. Nous avons aussi accès à des lignes de crédit non utilisées atteignant 10,8 millions d'euros.

L'actif total a augmenté de 21,4 millions de dollars (2,2 %), passant de 949,5 millions le 31 octobre 2005 à 970,9 millions le 31 juillet 2006. L'avoir des actionnaires a diminué de 73,3 millions de dollars, passant de 362,3 millions le 31 octobre 2005 à 289,0 millions de dollars le 31 juillet 2006. Cette diminution découle principalement du rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006 au montant de 125,0 millions de dollars, compensée par le bénéfice net de 52,2 millions de dollars enregistré pendant les neuf premiers mois de l'exercice 2006.

Activités d'exploitation

Pendant ce troisième trimestre, les activités d'exploitation ont généré des flux de trésorerie de 60,4 millions de dollars, comparativement à 49,6 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2005. Pour les neuf premiers mois 2006, les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont été de 141,5 millions de dollars, par rapport à 81,3 millions de dollars pour la même période en 2005. Ces augmentations s'expliquent par des hausses de la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement lié à l'exploitation. Pour le trimestre, la hausse s'explique principalement par des variations plus élevées des créditeurs et charges à payer et des dépôts de clients et revenus reportés. Pour les neuf premiers mois, la hausse s'explique principalement par des variations plus élevées des créditeurs et charges à payer et impôts sur le bénéfice à payer.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par les activités d'investissement ont atteint 72,3 millions de dollars pour le trimestre, une augmentation de 66,0 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2005, et ils se sont élevés à 42,1 millions de dollars pour les premiers neuf mois de l'exercice 2006 comparativement à 3,2 millions de dollars de flux de trésorerie générés pour la même période en 2005, une hausse de 45,3 millions de dollars. Ces augmentations sont principalement attribuables à la variation nette des espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées du trimestre et des premiers neuf mois, qui ont été supérieures à celles de 2005. Ces dernières s'expliquent par des soldes d'espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservés au 31 juillet 2006 supérieurs à ceux du 31 juillet 2005. Au 31 juillet 2006, un montant de 20,4 millions de livres sterling (42,8 millions de dollars) était inclus dans le solde des espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservés aux fins de l'acquisition de la société britannique The Airline Seat Company.

Activités de financement

Les activités de financement ont entraîné l'utilisation de liquidités de 4,2 million de dollars pour le trimestre, en baisse de 1,1 million de dollars par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par l'absence de rachat d'actions au cours du présent trimestre dont l'effet a été compensé par le versement des dividendes. Pour les premiers neuf mois, les activités de financement ont nécessité l'utilisation de 140,8 millions de dollars, comparativement à 29,1 millions de dollars en 2005. Cette hausse résulte du rachat d'actions survenu le 3 janvier 2006, qui a entraîné un débours de 125,0 millions de dollars compensé par des remboursements de débentures inférieurs de 11,9 millions de dollars.

Ententes hors bilan

Dans le cours normal de ses affaires, Transat conclut des ententes et contracte des obligations qui auront une incidence sur l'exploitation et les flux de trésorerie futurs de la société, dont certaines sont présentées au passif dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés au 31 juillet 2006. Ces obligations s'élevaient à 88,4 millions de dollars au 31 juillet 2005 et à 106,8 millions de dollars au 31 octobre 2005.

Les obligations qui ne sont pas considérées au passif sont réputées des ententes hors bilan. Ces ententes contractuelles sont établies avec des entités dont les comptes ne sont pas consolidés avec ceux de la société et incluent ce qui suit :

- Garanties
- Contrats de location-exploitation (y compris toute valeur résiduelle garantie)

La dette hors bilan qui peut être estimée s'élevait à environ 288,3 millions de dollars au 31 juillet 2006 (356,6 millions au 31 octobre 2005) et se détaille comme suit :

	Au 31 juillet 2006	Au 31 octobre 2005
	\$	\$
Garanties		
Lettres de crédit irrévocables	8 695	17 238
Contrats de cautionnement	780	1 260
Contrats de location-exploitation		
Engagements en vertu de contrats de location-exploitation	278 792	338 115
	288 267	356 613

Dans le cours normal des affaires, des garanties sont requises dans l'industrie du voyage afin d'offrir des indemnités et des garanties aux contreparties à certaines opérations, comme des contrats de location-exploitation, des lettres de crédit irrévocables et des contrats de cautionnement. Jusqu'à maintenant, Transat n'a pas versé de paiements importants en vertu de telles garanties. Les contrats de location-exploitation sont établis afin de permettre à la société de louer certains actifs plutôt que de les acquérir.

Nous croyons que la société sera en mesure de s'acquitter de ses obligations au moyen des fonds dont elle dispose, des flux de trésorerie provenant de l'exploitation et d'emprunts sur ses facilités de crédit existantes.

Endettement

Au 31 juillet 2006, l'endettement avait diminué par rapport au 31 octobre 2005.

La dette au bilan a diminué de 18,4 millions, passant de 106,8 millions à 88,4 millions de dollars, et notre dette hors bilan a diminué de 68,3 millions, passant de 356,6 millions à 288,3 millions de dollars, le tout représentant une diminution de la dette totale de 86,7 millions de dollars par rapport au 31 octobre 2005. La diminution de notre dette au bilan découle principalement du remboursement de la débenture de 10,0 millions de dollars le 1^{er} novembre 2005. La dette nette de la société est passée de 169,9 millions le 31 octobre 2005 à 124,5 millions de dollars le 31 juillet 2006, soit une diminution de 26,7 %.

Actions en circulation

Au 31 juillet 2006, il y a trois catégories d'actions autorisées, soit un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A, un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B et un nombre illimité d'actions privilégiées. Les actions privilégiées ne comportent aucun droit de vote et elles peuvent être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par les conseil d'administration.

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre de rachat de ses actions à droit de vote variable de catégorie A et de ses actions à droit de vote de catégorie B aux fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions à droit de vote variable de catégorie A et actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 millions de dollars. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat annoncé le 14 novembre 2005, la société a racheté, le 3 janvier 2006, un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composées de 1 780 797 actions à droit de vote variable de catégorie A et 4 662 502 actions à droit de vote de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125,0 millions de dollars.

Au 31 juillet 2006, il y avait 3 301 145 actions à droit de vote variable de catégorie A et 30 531 034 actions à droit de vote de catégorie B en circulation.

AUTRES

Le 6 septembre 2006, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 0,07 \$ par action à droit de vote de catégorie B et par action à droit de vote variable de catégorie A. Le dividende trimestriel sera payable le 15 octobre 2006 aux actionnaires inscrits le 30 septembre 2006, date de clôture des registres.

Le 13 juin 2006, la société a obtenu l'autorisation de la Bourse de Toronto de renouveler, pour une période de douze mois, l'offre publique d'achat dans le cours normal des activités qui prenait fin le 14 juin 2006. Dans l'avis, qu'elle a déposé, la société a déclaré son intention d'acheter pour fins d'annulation un nombre maximal de 3 270 939 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B de la société, soit moins de 10 % des actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B détenues par le public. En date du 2 juin 2006, il y avait 3 712 770 actions à droit de vote variable de catégorie A et 30 055 388 actions à droit de vote de catégorie B émises et en circulation. De ce total, 32 709 392 actions à droit de vote variable de catégorie A et à droit de vote de catégorie B sont détenues par le public.

Ce programme est conçu pour permettre à Transat de procéder à l'utilisation appropriée de ses fonds excédentaires.

Ces achats seront faits par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto conformément à leur politique sur les offres publiques d'achat dans le cours normal des activités. Le prix que la société paiera pour les actions à droit de vote variable de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B correspondra au cours du marché au moment de l'acquisition plus les frais afférents. Les achats se termineront au plus tard le 14 juin 2007.

ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 1^{er} août 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur britannique The Airline Seat Company, qui opère sous la marque Canadian Affair, pour une contrepartie de 20,4 millions de livres sterling (42,8 millions de dollars).

PERSPECTIVES

En Amérique du Nord, les réservations à destination de l'Europe pour le quatrième trimestre sont en hausse de près de 14 %, alors que la capacité de la société est supérieure d'environ 9 %. La société constate toujours des pressions sur les prix pour le quatrième trimestre, et ce pour pratiquement toutes ses destinations.

En Europe, les réservations sont à la hausse pour le dernier trimestre comparativement à 2005. Les résultats de Look Voyages sont encourageants et Transat estime que Look Voyages sera en mesure d'atteindre la rentabilité. Finalement, l'acquisition récente de The Airline Seat Company au Royaume-Uni devrait contribuer à améliorer la rentabilité de nos opérations européennes au dernier trimestre de l'exercice.

Avis

Les vérificateurs indépendants de la société n'ont pas effectué un examen de ces états financiers selon les normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés en ce qui concerne l'examen des états financiers intermédiaires par le vérificateur de l'entité.

BILANS CONSOLIDÉS

[en milliers de dollars]

	Au 31 juillet 2006 (non vérifié) \$	Au 31 octobre 2005 (vérifié) \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	252 167	293 495
Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées [note 2]	202 073	182 268
Débiteurs	106 073	69 611
Actifs d'impôts futurs	290	70
Stocks	5 990	7 524
Frais payés d'avance	38 911	40 576
Tranche récupérable à moins d'un an des dépôts	36 730	29 259
Total de l'actif à court terme	642 234	622 803
Dépôts	19 120	24 127
Actifs d'impôts futurs	7 518	5 106
Immobilisations corporelles	184 856	195 131
Écarts d'acquisition	108 362	93 741
Autres actifs	8 807	8 629
	970 897	949 537
PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	277 210	193 277
Impôts sur les bénéfices à payer	14 305	4 763
Dépôts de clients et revenus reportés	197 341	182 752
Débeture	—	10 000
Versements sur la dette à long terme échéant à moins d'un an	26 546	6 199
Total du passif à court terme	515 402	396 991
Dette à long terme	58 691	87 414
Débeture	3 156	3 156
Excédent de la provision pour remise en état des moteurs et cellules sur les dépôts	68 703	63 809
Part des actionnaires sans contrôle et autres passifs	31 303	30 833
Passif d'impôts futurs	4 664	5 051
	681 919	587 254
Avoir des actionnaires		
Capital-actions [note 3]	151 748	179 438
Bénéfices non répartis	137 065	183 718
Surplus d'apport	1 128	531
Bons de souscription	1 178	1 187
Écarts de conversion reportés	(2 141)	(2 591)
	288 978	362 283
	970 897	949 537

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

[en milliers de dollars, sauf les montants par action]
[non vérifiés]

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2006	2005	2006	2005
	\$	\$	\$	\$
Revenus	611 107	552 897	1 984 252	1 870 581
Dépenses d'exploitation				
Coûts directs	290 853	261 606	1 019 555	960 368
Salaires et avantages sociaux	75 037	61 980	209 152	179 089
Carburant d'aéronefs	69 450	58 020	171 924	137 790
Commissions	35 392	36 526	141 543	160 512
Entretien d'aéronefs	22 521	23 922	64 894	71 064
Frais d'aéroport et de navigation	21 280	19 287	49 939	47 786
Loyer d'aéronefs	12 127	13 582	36 573	40 251
Autres	68 841	60 760	192 549	176 470
	595 501	535 683	1 886 129	1 773 330
	15 606	17 214	98 123	97 251
Amortissement	9 677	9 322	28 336	27 825
Intérêts sur la dette à long terme et les débentures	1 713	1 762	5 047	8 703
Autres intérêts et frais financiers	510	598	1 316	1 379
Revenus d'intérêts	(4 528)	(3 123)	(11 437)	(9 765)
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	523	(2 225)	(3 399)	459
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(39)	(101)	(374)	(458)
	7 856	6 233	19 489	28 143
Bénéfice avant les postes suivants	7 750	10 981	78 634	69 108
Impôts sur les bénéfices (récupération)				
Exigibles	3 279	2 746	28 887	23 276
Futurs	(384)	6 634	(2 916)	7 814
	2 895	9 380	25 971	31 090
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	4 855	1 601	52 663	38 018
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	(650)	(807)	(445)	(624)
Bénéfice net de la période	4 205	794	52 218	37 394
Bénéfice de base par action	0,12	0,02	1,48	0,97
Bénéfice dilué par action	0,12	0,02	1,45	0,90

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

[en milliers de dollars] [non vérifiés]

	Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2006	2005
	\$	\$
Bénéfices non répartis au début de la période, solde déjà reporté	183 718	135 322
Modification d'une convention comptable	—	12 151
Bénéfices non répartis au début de la période	183 718	147 473
Bénéfice net de la période	52 218	37 394
Prime versée au rachat d'actions [note 3]	(96 197)	(10 155)
Frais de rachat d'actions, déduction faite des impôts y afférents de 145 \$	(308)	—
Dividendes	(2 366)	—
Intérêts sur la composante capitaux propres de débentures, déduction faite des impôts y afférents de 648 \$	—	(1 440)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	137 065	173 272

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

[en milliers de dollars] [non vérifiés]

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net de la période	4 205	794	52 218	37 394
Imputations à l'exploitation ne nécessitant pas de sortie (rentrées) de fonds				
Amortissement	9 677	9 322	28 336	27 825
Perte (gain) de change sur les éléments monétaires à long terme	523	(2 225)	(3 399)	459
Quote-part du bénéfice net des sociétés satellites	(39)	(101)	(374)	(458)
Part des actionnaires sans contrôle dans les résultats de filiales	650	807	445	624
Impôts futurs	(384)	6 634	(2 916)	7 814
Intérêts sur des débetures	—	—	—	1 807
Charge de rémunération liée au régime d'options d'achat d'actions	272	159	633	334
Marge brute d'autofinancement	14 904	15 390	74 943	75 799
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	51 194	29 435	61 694	1 479
Variation nette dans les dépôts, coûts et provision pour remise en état des moteurs et cellules	(5 686)	4 744	4 894	4 053
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	60 412	49 569	141 531	81 331
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Augmentation de dépôts	(2 305)	(1 511)	(2 497)	(7 421)
Remboursement de dépôts	5 904	4 249	6 010	4 381
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(6 475)	(8 976)	(16 154)	(24 977)
Dispositions d'immobilisations corporelles	—	—	—	5 001
Variation nette des autres actifs	(341)	(1 292)	(1 228)	(1 611)
Espèces et quasi-espèces de sociétés acquises	3 478	8 263	3 478	9 637
Contrepartie pour des entreprises acquises <i>[note 4]</i>	(7 865)	(6 072)	(12 655)	(7 545)
Variation nette des espèces et quasi espèces en fiducie ou autrement réservées	(64 739)	(1 022)	(19 026)	25 750
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(72 343)	(6 361)	(42 072)	3 215
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement de la dette à long terme	(3 024)	(2 916)	(6 156)	(6 449)
Remboursement de débetures	—	—	(10 000)	(21 900)
Intérêts sur débetures convertibles	—	—	—	(2 868)
Produit de l'émission d'actions	489	1 837	1 068	9 588
Rachat d'actions	—	(5 339)	(125 000)	(12 605)
Frais de rachat d'actions	—	—	(453)	—
Dividendes	(2 366)	—	(2 366)	—
Variation nette des autres passifs	725	1 180	2 120	5 129
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(4 176)	5 238	(140 787)	(29 105)
Variation nette des espèces et quasi-espèces	(16 107)	37 970	(41 328)	55 441
Espèces et quasi-espèces au début de la période	268 274	328 346	293 495	310 875
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	252 167	366 316	252 167	366 316

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires

[Les montants sont exprimés en milliers à l'exception du capital-actions, des options, des bons de souscription et des montants par option et par action] [non vérifiés]

Note 1 Base de présentation

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la société conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada pour les états financiers intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers annuels. De l'avis de la direction, tous les ajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces ajustements sont normaux et récurrents. Les activités de la société sont saisonnières, par conséquent les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement proportionnellement les résultats de l'exercice entier. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la société de l'exercice 2005.

Note 2 Espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées

Au 31 juillet 2006, les espèces et quasi-espèces en fiducie ou autrement réservées incluent 123 884 \$ [140 675 \$ au 31 octobre 2005] de fonds reçus de clients pour lesquels les services n'avaient pas été rendus, 42 800 \$ de fonds en fiducie réservés aux fins de l'acquisition de la société The Airline Seat Company [voir note 8] et 35 389 \$ [41 593 \$ au 31 octobre 2005] qui étaient cédés en nantissement de lettres de crédit et de contrats de change.

Note 3 Capital-actions

a) Capital-actions

Autorisé

Actions à droit de vote variable de catégorie A

Un nombre illimité d'actions à droit de vote variable de catégorie A [«actions de catégorie A»], participantes, ne pouvant être détenues ou contrôlées que par des personnes autres que des Canadiens au sens de la *Loi sur les transports au Canada* [«LTC»], lesquelles se voient conférer une voix par action de catégorie A, sauf i) si le nombre d'actions de catégorie A émises et en circulation excède 25 % du total des actions votantes émises et en circulation (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC), ou ii) si l'ensemble des voix exprimées par les détenteurs d'actions de catégorie A ou pour leur compte à une assemblée dépasse 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) de l'ensemble des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Si l'un ou l'autre de ces seuils est dépassé, le droit de vote rattaché à chaque action de catégorie A diminuera automatiquement, sans autre formalité. Pour la circonstance décrite en i) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du total des droits de vote rattachés au total des actions votantes émises et en circulation de la société. Pour la circonstance décrite en ii) ci-dessus, les actions de catégorie A prises comme une catégorie pour une assemblée ne peuvent pas donner plus de 25 % (ou tout pourcentage supérieur que le gouverneur en conseil peut fixer aux termes de la LTC) du nombre total des voix qui peuvent être exprimées à cette assemblée.

Chaque action de catégorie A émise et en circulation sera convertie en une action à droit de vote de catégorie B, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur si i) l'action de catégorie A est ou devient détenue et contrôlée par un Canadien au sens de la LTC, ou ii) les dispositions de la LTC ayant trait aux restrictions relatives à la propriété étrangère sont abrogées sans être remplacées par d'autres dispositions semblables.

Note 3 Capital-actions (suite)

Actions à droit de vote de catégorie B

Un nombre illimité d'actions à droit de vote de catégorie B [«actions de catégorie B»], participantes, ne pouvant être détenues et contrôlées que par des Canadiens au sens de la LTC, lesquels se voient conférer une voix par action à droit de vote de catégorie B à toutes les assemblées d'actionnaires de la société.

Chaque action de catégorie B émise et en circulation sera convertie en une action de catégorie A, automatiquement et sans aucune démarche de la part de la société ou du porteur, si l'action de catégorie B est ou devient détenue ou contrôlée par une personne autre qu'un Canadien au sens de la LTC.

Actions privilégiées

Un nombre illimité d'actions privilégiées, sans droit de vote, pouvant être émises en séries, chaque série comportant le nombre d'actions, la désignation, les droits, privilèges, restrictions et conditions qui sont fixés par le conseil d'administration.

Émis et en circulation

Les modifications touchant les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont été les suivantes :

	Pour la période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2006	
	Nombre d'actions #	Montant \$
Solde au 31 octobre 2005	40 156 450	179 438
Émission de la trésorerie	28 526	542
Exercice d'options	87 252	540
Conversion de bons de souscription	3 250	31
Rachat d'actions	(6 443 299)	(28 803)
Solde au 31 juillet 2006	33 832 179	151 748

Au 31 juillet 2006, le nombre d'actions de catégorie A et d'actions de catégorie B s'élevaient respectivement à 3 301 145 et 30 531 034.

Rachats d'actions

Le 14 novembre 2005, la société a annoncé une offre publique de rachat de ses actions de catégorie A et de ses actions de catégorie B pour fins d'annulation. Un nombre maximum de 7 142 857 actions, soit environ 18 % des 40 156 450 actions de catégorie A et actions de catégorie B émises et en circulation de la société pouvaient ainsi être rachetées à un prix d'au moins 17,50 \$ par action et d'au plus 20,00 \$ par action pour totaliser au plus 125 000 \$. L'offre expirait le 22 décembre 2005.

Conformément à son offre de rachat, la société a racheté le 3 janvier 2006 un total de 6 443 299 actions à droit de vote, composé de 1 780 797 actions de catégorie A et de 4 662 502 actions de catégorie B, pour une contrepartie au comptant de 125 000 \$.

b) Options

	Nombre d'options #	Prix moyen pondéré \$
Solde au 31 octobre 2005	796 069	10,69
Attribuées	127 927	22,80
Exercées	(87 252)	5,75
Annulées	(43 254)	7,69
Solde au 31 juillet 2006	793 490	13,35
Options pouvant être exercées au 31 juillet 2006	556 824	10,27

Note 3 **Capital-actions** (suite)

c) Bons de souscription

	Nombre de bons de souscription #	Montant \$
Solde au 31 octobre 2005	409 475	1 187
Exercés	(3 250)	(9)
Solde au 31 juillet 2006	406 225	1 178

d) Bénéfice par action

Le bénéfice de base par action et le bénéfice dilué par action ont été calculés comme suit :

[en milliers, sauf les montants par action]

	Périodes de trois (3) mois terminées les 31 juillet		Périodes de neuf (9) mois terminées les 31 juillet	
	2006 \$	2005 \$	2006 \$	2005 \$
NUMÉRATEUR				
Bénéfice net	4 205	794	52 218	37 394
Intérêts sur débetures convertibles	—	—	—	(1 440)
Bénéfice attribuable aux porteurs d'actions à droit de vote	4 205	794	52 218	35 954
Intérêts sur débetures convertibles	—	—	—	1 440
Intérêts sur débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	—	—	96	96
Bénéfice servant au calcul du bénéfice dilué par action	4 205	794	52 314	37 490
DÉNOMINATEUR				
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	33 820	40 648	35 261	36 983
Débetures convertibles	—	—	—	3 566
Débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote	—	—	147	128
Options d'achat d'actions	410	570	355	568
Bons de souscription	296	292	280	514
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation ajusté servant au calcul du bénéfice dilué par action	34 526	41 510	36 043	41 759
Bénéfice de base par action	0,12	0,02	1,48	0,97
Bénéfice dilué par action	0,12	0,02	1,45	0,90

Les débetures pouvant être réglées en actions à droit de vote n'ont pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois mois terminée les 31 juillet 2005 et 2006. L'incidence potentielle de ces titres sur le dénominateur est de 127 700 actions pour la période de trois mois terminée le 31 juillet 2006 et de 133 800 pour la même période en 2005.

Aux fins du calcul du bénéfice dilué par action des périodes de trois et neuf mois terminées le 31 juillet 2006, 8 576 et 255 385 options d'achat d'actions ont respectivement été exclues du calcul puisque le prix d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la société pour les périodes respectives.

Note 4 Acquisitions d'entreprises

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, la société a procédé à des acquisitions d'entreprises. Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Le 1^{er} décembre 2005, la société a acquis les actifs de vingt agences de voyages du réseau de Carlson Wagonlit Travel en France pour une contrepartie au comptant de 3 102 € [4 314 \$]. Un écart d'acquisition de 3 920 \$ a été constaté à la suite de cette opération. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter du 1^{er} janvier 2006.

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006, la société a acquis, par l'intermédiaire de Trip Central, les actifs de six agences de voyages situées en Ontario pour une contrepartie totale de 957 \$. Un montant de 338 \$ a été versé au comptant aux dates d'acquisition, et le solde de 619 \$ est payable en versements répartis sur des périodes variant de trois à cinq ans. Un écart d'acquisition de 787 \$ a été constaté à la suite de ces opérations. Les résultats de ces agences ont été consolidés à compter de leur date d'acquisition respective.

Le 1^{er} mai 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du réseau d'agences de voyages Thomas Cook Travel Limited (TCT), situé au Canada, pour une contrepartie au comptant de 7 400 \$. TCT exploite un réseau de 66 agences détenues en propre et 142 agences franchisées, exploitées sous les bannières Thomas Cook et Marlin Travel. TCT exploite également 22 bureaux de change.

Les résultats de la société acquise ont été consolidés à compter de la date d'acquisition. La répartition provisoire du prix d'achat se résume comme suit :

	\$
Contrepartie	
Espèces	7 400
Ajustement lié au fonds de roulement	198
Coûts relatifs à l'acquisition	267
Total de la contrepartie versée	7 865
Actifs nets acquis	
Espèces et quasi-espèces	3 478
Autres actifs à court terme	4 488
Immobilisations corporelles	1 284
Passifs à court terme pris en charge	(9 587)
Passifs à long terme pris en charge	(1 015)
Total des actifs nets acquis	(1 352)
Excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets acquis	9 217

La répartition provisoire de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets se résume comme suit :

	\$
Actifs incorporels	—
Écart d'acquisition provisoire	9 217
	9 217

La direction a établi la répartition provisoire du prix d'achat en tenant compte de tous les renseignements pertinents au moment de la préparation des présents états financiers consolidés. La direction effectue actuellement des analyses et des changements seront apportés à la répartition de l'excédent de la contrepartie versée sur les actifs nets au fur et à mesure que ces informations seront disponibles. Entre autre, l'évaluation de la juste valeur des actifs incorporels à durée de vie indéfinie et à durée de vie définie n'ayant pas été complétée lors de la répartition, aucune valeur n'a encore été attribuée aux actifs incorporels. Enfin, la société n'a pas complété l'évaluation des coûts éventuels reliés à la restructuration et à l'intégration de TCT pouvant donner lieu à la constatation d'un passif dans la répartition du prix d'achat. Une provision pour les coûts de restructuration s'élevant à 3 332 \$ a été comptabilisée dans la répartition préliminaire du prix d'achat. La provision inclut des indemnités de cessation d'emploi, des coûts de restructuration et des coûts d'intégration.

Note 5 Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2004, la société a mis en œuvre un programme de restructuration visant à changer la structure de gestion et à repositionner sa filiale Look Voyages S.A. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2003 et à la suite de l'élaboration d'un programme de restructuration, la société a procédé à des changements au niveau de sa structure de gestion ainsi qu'à une réorganisation qui touchait la nature et le dosage de ses activités en France et au Canada. Les coûts de restructuration relativement à ce programme ont été comptabilisés au cours de ce même exercice.

Le tableau qui suit fait état des activités et du solde des provisions de restructuration 2004 et 2003 pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2006.

	Prestations de cessation d'emploi \$	Frais de résiliation de contrats \$	Autres coûts \$	Total \$
Solde au 31 octobre 2005	1 826	1 118	236	3 180
Cumul des prélèvements monétaires	(691)	—	(76)	(767)
Écart de conversion	(3)	22	2	21
Solde au 31 juillet 2006	1 132	1 140	162	2 434

Note 6 Informations sectorielles

La société a déterminé qu'elle exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation, à savoir les voyages vacances. Ainsi, les états consolidés des résultats incluent toutes les informations requises. En ce qui a trait aux secteurs géographiques, la société exerce ses activités principalement en Amérique du nord et en Europe.

	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2006			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2006		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	446 720	164 387	611 107	1 625 252	359 000	1 984 252
Dépenses d'exploitation	436 668	158 833	595 501	1 530 010	356 119	1 886 129
	10 052	5 554	15 606	95 242	2 881	98 123
Amortissement	8 912	765	9 677	26 011	2 325	28 336
Acquisition d'immobilisations	4 205	2 270	6 475	12 919	3 235	16 154
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition ^[1]				233 508	59 710	293 218
	Période de trois (3) mois terminée le 31 juillet 2005			Période de neuf (9) mois terminée le 31 juillet 2005		
	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$	Amérique du Nord \$	Europe \$	Total \$
Revenus	411 640	141 257	552 897	1 523 564	347 017	1 870 581
Dépenses d'exploitation	398 020	137 663	535 683	1 424 053	349 277	1 773 330
	13 620	3 594	17 214	99 511	(2 260)	97 251
Amortissement	8 543	779	9 322	25 294	2 531	27 825
Acquisition d'immobilisations	8 908	68	8 976	23 977	1 000	24 977
Immobilisations corporelles et écarts d'acquisition ^[2]				239 456	55 921	295 377

[1] Au 31 juillet 2006

[2] Au 31 octobre 2005

Note 7 Garanties

Dans le cours normal de ses affaires, la société a conclu des ententes dont certaines dispositions répondent à la définition de garantie. Ces ententes prévoient des indemnités et des garanties pour la contrepartie dans des opérations telles que contrats de location-exploitation, lettres de crédit irrévocables et contrats de cautionnement.

Ces ententes peuvent obliger la société à indemniser une contrepartie pour les coûts ou pertes attribuables à divers événements tels que non-conformité à des déclarations antérieures ou à la garantie, perte ou endommagement de biens, réclamations pouvant survenir pendant la prestation de services et passif environnemental.

Les notes 4, 8, 9, 10 et 19 des états financiers consolidés vérifiés 2005 fournissent des informations au sujet de certaines de ces ententes. Les paragraphes qui suivent présentent des informations supplémentaires.

Contrats de location-exploitation

La plupart des contrats de location d'espaces dans les aéroports et d'autres biens immobiliers signés par les filiales de la société comportent des clauses générales d'indemnisation les engageant, en tant que preneur, à indemniser le bailleur en cas de passif lié à l'utilisation des biens loués. Ces baux viennent à échéance à diverses dates jusqu'en 2034. La nature de ces ententes varie selon les contrats de telle sorte que la société ne peut estimer le montant total que ses filiales pourraient être appelées à verser à ses bailleurs. Il ne s'est jamais produit qu'une filiale de la société doive verser un montant appréciable en vertu de ce genre d'entente; par ailleurs, la société et ses filiales sont protégées par une assurance-responsabilité pour ce genre de situation.

Lettres de crédit irrévocables

La société a signé des lettres de crédit irrévocables avec certains de ses fournisseurs. En vertu de ces lettres de crédit, la société garantit le paiement de certains services touristiques, tels que chambres d'hôtel, qu'elle s'est engagée à payer, peu importe qu'elle les vende ou non. Ces ententes, qui portent sur des blocs de services touristiques considérables, sont généralement émises pour un an et sont renouvelables. La société a également remis aux organismes provinciaux de réglementation de l'Ontario et de la Colombie-Britannique des lettres de crédit garantissant certaines sommes à ses clients pour l'exécution de ses obligations. Au 31 juillet 2006, les garanties totales données par la société en vertu de ces lettres de crédit s'élevaient à 8 695 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces lettres de crédit.

Contrats de cautionnement

La société a signé des contrats de cautionnement par lesquels elle garantit un montant prescrit à ses clients à la demande des organismes de réglementation, au sujet de l'exécution des obligations comprises dans les mandats de ses clients pendant la durée des permis accordés à la société pour ses activités de grossiste et d'agences de voyages dans la province de Québec. Ces ententes sont généralement émises pour un an et sont renouvelables chaque année. Au 31 juillet 2006, le montant total de ces garanties s'élevait à 780 \$. Il ne s'est jamais produit que la société doive verser un montant appréciable en vertu de ces ententes.

Au 31 juillet 2006, aucune somme n'était comptabilisée en vertu des ententes mentionnées ci-dessus.

Note 8 Événement postérieur à la date du bilan

Le 1^{er} août 2006, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du voyageur britannique The Airline Seat Company, qui opère sous la marque Canadian Air, pour une contrepartie de 20 400 £ (42 800 \$).